



BUSH : L'IMPASSE GLOBALE

Le premier cercle du président a construit une idée force autour de l'invincibilité de la puissance américaine et de son droit à faire prévaloir sa politique,

Le Président George W. Bush se rapproche d'une échéance au delà de laquelle toutes les décisions à prendre par la Maison Blanche devront être analysées à la lumière de considérations électorales.

On pouvait cependant se demander si l'orientation politique de l'administration Bush n'était pas commandée depuis le début du mandat, par le désir de l'ex-futur candidat de coller au plus près de son électorat sans se soucier d'une opposition démocrate tristement inexistante. On s'était vite aperçu que les événements du 11 septembre avaient masqué les préoccupations électoralistes de l'appareil présidentiel. Face au monde et dans le malheur, la société politique américaine ne laissait paraître que le visage d'une union sacrée contre un ennemi extérieur commun.

L'orientation électoraliste de la machine gouvernementale refait peu à peu surface. La lutte contre le terrorisme qui fut pendant quelques mois le ciment de l'union, est devenue un thème d'action parmi d'autres. Qu'il s'agisse de Condolezza Rice, de Dick Cheney ou de Donald Rumsfeld avec un certain nombre de complicités d'intellectuels, le premier cercle du président a construit une idée force autour de l'invincibilité de la puissance américaine et de son droit à faire prévaloir sa politique, dès lors qu'on touchait aux questions qui intéressaient la planète dans quelque domaine que ce soit: politique, économique, social, stratégique, environnemental.

Affirmer une hégémonie globale

Elle tend à se manifester aussi bien sur les principes que dans le détail : on vient d'en avoir un exemple dans l'affaire du règlement de l'avion américain saboté par les Libyens à Lockerbie. Sans tenir compte des négociations de la France pour un acte similaire perpétré contre un avion de la compagnie UTA, les Américains et les britanniques avaient promis à la Libye, la levée des sanctions internationales prises à la suite de cette attaque, alors qu'il paraissait évident que le dossier libyen eusse du être traité globalement.

A l'époque déjà lointaine de l'administration Clinton, on parlait des Etats - Unis comme des «gendarmes de la planète », dans le sens de gardiens d'un nouvel ordre mondial dont seuls les Etats-Unis étaient capables de garantir la stabilité. A l'ère de l'administration républicaine de G.W. Bush, ce concept de "gendarme-arbitre" a fait place à l'affirmation d'une hégémonie globale qui recouvre l'espace planétaire et extra-planétaire ainsi que son fonctionnement.

A un an et quelques mois de la prochaine élection présidentielle, le président Bush cherche à dégager un bilan positif de son action alors que sa doctrine politique montre le décalage abyssal entre un concept hégémonique à l'échelle mondiale, séduisant pour un électorat volontiers cocardier, et l'impasse globale à laquelle conduit inexorablement son application.

Le Président Bush a commencé par renier sans état d'âme, les engagements internationaux pris par les Etats-Unis en matière d'environnement. Une escalade a conduit successivement l'administration à ruiner le capital de sympathie amassé après les attaques terroristes du 11 septembre, à effacer l'image de victime pour faire de ce pays, jadis champion des libertés, un symbole d'oppression pour le tiers-monde et

plus généralement pour les déshérités de la planète. Jamais on n'avait vu brûler autant de bannières étoilées ni s'exprimer autant de haine à l'égard d'un peuple peu conscient de la gravité des politiques menées en son nom au mépris du droit. Il ne faudrait pas croire que l'administration républicaine commet des bévues sur ordre de la Maison Blanche. Non ; tout est parfaitement calculé, anticipé, y compris les conséquences d'impopularité à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats-Unis. **Dans un document intitulé «La stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis» le président Bush a lui-même justifié sa nouvelle stratégie que Noam Chomsky, professeur au MIT (Massachusetts International Institute) de Boston, qualifie de «stratégie impériale» .** (" Le Monde Diplomatique", août 2003)

Les Nations Unies reviennent en Afghanistan

On ne peut sans doute que se féliciter que cette stratégie ait pu contribuer à éliminer le régime taliban en Afghanistan. Encore aurait-il fallu mieux apprécier les développements post conflit et prévenir ainsi l'anarchie rampante qui s'est installée à Kaboul où personne ne contrôle plus rien. Les cinq mille hommes de la force de sécurité internationale et d'assistance passée désormais sous le commandement de l'OTAN, doivent faire face à l'insécurité dans la région sud-est du pays, plus ou moins infestée de forces loyales aux anciens talibans, à l'arbitraire de potentats locaux, labellisés " seigneurs de la guerre" , aux multiples difficultés quotidiennes qui concernent le statut des femmes, l'exercice des libertés ou le fonctionnement de l'administration du président Hamid Karzai dont l'autorité est trop souvent bafouée et parfois , ne dépasse pas les limites du «grand Kaboul» . Désormais, les Américains continuent seulement d'entretenir une force de recherche des membres d'Al Qaeda et de traque de Ben Laden. L'autorité américaine en échec est ici contrainte de redonner leur place aux Nations Unies. **C'est en effet, l'organisation internationale qui a défini le mandat des forces de l'OTAN.**

Le piège de Bagdad s'est militairement refermé sur les vainqueurs

En Irak, la "stratégie impériale" a certes abouti à démolir l'odieux régime de Saddam Hussein mais elle montre aujourd'hui ses limites dans l'après conflit. Le président Bush, sur de sa force, l'a utilisée sans se préoccuper du droit. Il a bafoué l'organisation internationale, ignoré ses recommandations et s'est engagé dans une impasse qui déborde le cadre irakien. Non seulement le piège de Bagdad s'est militairement refermé sur les vainqueurs, mais la démarche unilatérale ou presque de Washington, justifiée avec des arguties forgées sur la base de faux documents, débouche sur une crise de confiance entre l'Amérique et quelques uns de ses plus fidèles alliés. Ce que l'on a appelé l'affaire Kelly, n'éclabousse pas seulement le cabinet de Tony Blair. Les mensonges d'état se sont relayés des deux côtés de l'atlantique pour accréditer l'urgence d'une action contre Saddam Hussein et justifier une guerre préventive condamnée par le droit international.

A défaut d'être l'affirmation du droit tout court, la guerre préventive ne sera jamais que celle du droit du plus fort.

C'est pourquoi la gestion des crises internationales ne peut pas relever d'un seul état. Tôt ou tard, comme pour l'Afghanistan, il faudra pour l'Irak avoir de nouveau recours aux Nations Unies. Certains observateurs pensent que l'intervention des Nations Unies et de l'OTAN en Afghanistan pourrait être le test destiné à préparer le même type d'intervention en Irak. Cette déduction apparaît prématurée car il serait étonnant que le trio Bush, Rumsfeld, Cheney ait modifié en si peu de temps sa religion méprisante sur une "vieille Europe" considérée comme ringarde, face à des initiatives aussi grotesques que l'idée du Pentagone de créer une bourse de prévision des actions terroristes qui aurait consisté à parier de l'argent sur la capture ou la mort de Saddam ou encore sur la chute du gouvernement de l'allié Blair. Avant d'être abandonné, ce concept figurait déjà dans le budget de la défense américaine, pour une somme modique certes mais le ministre lui-même avait fixé le début des transactions au 1er octobre.

Même si les Nations Unies et/ou l'OTAN étaient admis à relayer partiellement l'autorité américaine en Irak, en l'état, un haut représentant de l'ONU à Bagdad ne pourrait être qu'un interlocuteur de l'administrateur civil Paul Bremer. Celui-ci ou son successeur viendra-t-il à bout de la violence des mafias qui volent et pillent en toute impunité, des soutiens du parti Baas qui ont réussi à imposer une guérilla meurtrière, de l'indiscipline de certaines unités américaines au cours d'opérations musclées à la recherche des partisans du régime ?

Engager la puissance américaine là où on ne l'attend pas

Force est de constater aujourd'hui que le différend transatlantique porte sur des divergences de doctrine en même temps que sur les priorités mises en avant par les pays démocratiques.

On a connu naguère des situations similaires, mutatis mutandis, en présence de la politique impériale du président Nixon et de son théoricien Kissinger dont les erreurs sont responsables de l'hécatombe asiatique provoquée par les bombardements des populations civiles du Cambodge et du Vietnam, et de l'arrivée de Pol Pot et de ses sbires à Phnom Penh en avril 1975. Ces manifestations d'un « impérialisme américain » s'étaient mal terminées avec la chute de Saïgon et le Watergate. Certes, cet échec était passé par les profits et pertes de la guerre froide, mais on ne peut s'empêcher de remarquer la même préférence de Nixon et de Bush à traiter les problèmes dans un ordre de priorité surprenant qui consiste à engager sa puissance là où on ne l'attend pas. On s'était engagé au Vietnam qu'on n'a pas réussi à libérer de l'oppression communiste comme on s'est enfoncé par deux fois en Irak, qu'on n'a pas encore définitivement débarrassé de Saddam Hussein, alors que Castro et son régime fascisant continuent de prospérer à Cuba.

Il n'est pas évident que Cuba fut hier la priorité après l'échec de Kennedy pas plus qu'aujourd'hui avec le durcissement du régime castriste, mais il est tout à fait clair que le dossier Irakien ne représentait pas la priorité du moment si on veut bien comparer le coût économique et humain de l'opération de Bagdad au bénéfice concret que les Etats-Unis en ont retiré. En revanche, il ne fait aucun doute que la traque de Ben Laden se soit diluée ; l'argent consacré à l'Irak aurait sans doute produit des dividendes plus conséquents s'il avait été investi dans la lutte contre le terrorisme et ce, malgré des succès indéniables comme l'arrestation du terroriste indonésien Hambali.

Le conflit israélo-palestinien, une priorité négligée

Une autre priorité a sans doute été négligée, dont l'opération d'Irak a masqué l'urgence : Il s'agit du conflit israélo-palestinien dont la précédente administration Clinton avait fait son cheval de bataille. Lorsque le président Bush qui s'était reposé sur Ariel Sharon pour faire avancer les modalités d'un règlement, s'est aperçu de l'aggravation de la situation, il était presque trop tard pour redresser la barre. Le secrétaire d'état Colin Powell a eu beau mettre en garde le gouvernement israélien contre le principe du mur de séparation entre palestiniens et israéliens et contre son tracé qui déborde la ligne verte avec la Cisjordanie, les Israéliens continuent leur enclavement du futur état palestinien dont la création évoquée par le président Bush lui-même risque d'être rendue impossible. Ni les Israéliens, ni les Palestiniens ne voudraient endosser la responsabilité de mécontenter la Maison Blanche, encore faudrait-il que le président Bush définisse avec plus de clarté son plan et les mesures concrètes qui permettraient à «la feuille de route» de trouver un commencement de réalisation.

La plupart des états européens ont pris conscience que le règlement israélo-palestinien est un préalable à un apaisement des tensions qui agitent la planète. A partir d'une situation de coexistence, même non exclue d'affrontements, les mouvements terroristes perdront leur assise politique et relèveront du droit commun.

Le problème des dictatures et des menaces que font peser les «états voyous» devrait être plus facilement surmonté, de même que les guerres tribales africaines à condition qu'on en revienne à une autorité supra nationale

dépositaire de la légitimité des états-nations les plus représentatifs sur le plan de la puissance que sont les membres du conseil de sécurité des Nations Unies. L'organisme international imaginé par Roosevelt et mis en œuvre par Truman est encore aujourd'hui la seule institution capable d'être à la fois un lieu de débat démocratique et de prise de décision.

La politique du président Bush conduit à une impasse globale, à moins que les Nations Unies ne soient restaurées dans leur autorité arbitrale. Cet arbitrage toujours refusé par le président, devrait tôt ou tard s'imposer, dût l'orgueil d'une Amérique qui n'est pas seule au monde, en souffrir.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net